



## *L'Imprimerie*

France-Soir, qui fut un des plus grands quotidiens Français a servi de laboratoire à nombres de patrons de PQN : réduction des éditions, fusion de services, complets avancés au détriment de l'information, réduction d'effectifs aussi bien chez les techniques que dans les rédactions, arrêt du papier au profit du Web puis fin du Web. Ce fut la mort annoncée du journal avec les conséquences sociales que l'on connaît. De même, La Tribune a abandonné sa version quotidienne papier, envoyant nombre de salariés des rédactions au pôle emploi et contribuant un peu plus au manque de charge de travail dans les imprimeries. Aujourd'hui, le spectre de l'abandon de la version papier, voir du dépôt de bilan pèsent sur Libération, la direction du journal oubliant qu'un quotidien avait une mission d'intérêt général et n'était pas une simple marque de produit. On peut craindre In Fine le même résultat que pour France-Soir et les conséquences sur l'emploi dans les centres d'impression comme dans les sièges éditoriaux. Au gouvernement, comme dans les médias, dans cette période électorale, on verse des larmes de crocodile sur le sort de ces quotidiens en perte de vitesse et l'on pourrait penser que tout va être mis en oeuvre pour relancer une presse moribonde qu'elle soit Web ou papier, car l'un ne va pas sans l'autre. Pourtant, tout a été fait pour démanteler le système de distribution égalitaire contribuant à fragiliser toujours un peu plus les titres les plus faibles. Aujourd'hui, c'est l'AFP qui est menacée, dans un rapport du député Français, ancien rapporteur sur les aides à la presse. Sur les trois agences de presse indépendante dans le monde, l'AFP créé en 1944, est la seule qui est française (L'AP est Américaine et Reuters est Anglaise). Elle est ga-

rante d'une distribution de l'information aux différents médias, avec une certaine indépendance vis à vis des politiques. Est-ce un hasard, mais cette entreprise contribuant au pluralisme et à la démocratie dans notre pays et au-delà est remise en cause par nos gouvernants sous couvert de décisions prises à Bruxelles. Dans un premier temps, il s'agit de séparer les secteurs techniques et éditoriaux. Une partie des travaux techniques serait "filialisée" avec l'apport de capitaux privés, autrement dit une externalisation avec à terme la privatisation de l'agence et la remise en cause du statut des salariés. Si dans un premier temps, la stratégie de la direction peut laisser croire à une attaque ciblée sur les salariés techniques, elle présage d'une attaque bien plus profonde contre l'existence même de cette agence dans sa forme actuelle. Nos camarades de la maintenance syndiqués au SGLCE sont plus d'une centaine dans cette agence et représentent un rapport de force non négligeable dans l'entreprise. Ils s'inquiètent de la situation alarmante provoquée par le rapport Français et la direction représentée par Emmanuel Hoog.

Cette attaque en règle contre une entreprise à la source de l'information, après les attaques contre la distribution, démontrent bien que d'un bout à l'autre de la chaîne que constitue l'information, tous les salariés qu'ils soient journalistes, ouvriers, cadres, employés, techniciens doivent être solidaires et conscient que leur sort est lié à ceux de Libé, de Presstalis et de l'AFP, entre autres. Les élus SGLCE de l'Imprimerie, de P.O.P., de Midi-Print et de News-Print, avec leur mandant, se tiennent prêt à répondre à l'appel de leur syndicat pour faire échec à la politique patronale et gouvernementale.